



Recherche prospective soutenue par la
convention-cadre entre le Gouvernement wallon
et l'Institut Destrée

3. L'avenir des gouvernements : vers de nouvelles gouvernances et contractualisations

Sarah Bodart et Annabelle Bietheres

Namur, le 29 avril 2021

1. Introduction

Le rapport sur *l'état de la démocratie dans le monde*¹ (2019) souligne que 43% de la population mondiale vit dans des régimes hybrides ou non démocratiques. Cependant, même si l'on assiste, depuis 1975, à une diminution des régimes dits « *non démocratiques* », l'apparition de mouvements sociaux dans les régimes démocratiques met en lumière que ce concept, reposant sur la protection des libertés individuelles tant privées que publiques, est victime d'une perte de confiance progressive de la part des citoyens. Tant en Europe qu'aux États-Unis, un phénomène de fracture sociale ainsi qu'une polarisation entre les citoyens sont observés, et démontrent qu'il existe une insatisfaction citoyenne face aux structures institutionnelles, mais également face aux services publics. Depuis quelques années, l'avènement d'une prise de décision horizontale, basée sur une hausse de la participation citoyenne, tend à redéfinir les contours de la démocratie, et ce, notamment par le biais d'une présence plus importante de l'opinion citoyenne dans la prise de décisions.

Cette tendance met, tout d'abord, en lumière les signes d'un malaise démocratique, avec d'une part la perte de confiance des citoyens dans la démocratie en Europe et aux États-Unis, et d'autre part une fracture sociale. Le chapitre suivant décrit les tendances constatées dans le rapport entre le politique et les citoyens, et relève les enjeux liés à l'émergence d'une nouvelle structure institutionnelle et la mise en œuvre de ce que l'on nomme l'agilité institutionnelle. Pour conclure, un ensemble de stratégies et de scénarios sont décrits afin de mettre en évidence les le champ des possibles en matière de démocratie libérale.

2. Les signes d'une distorsion démocratique

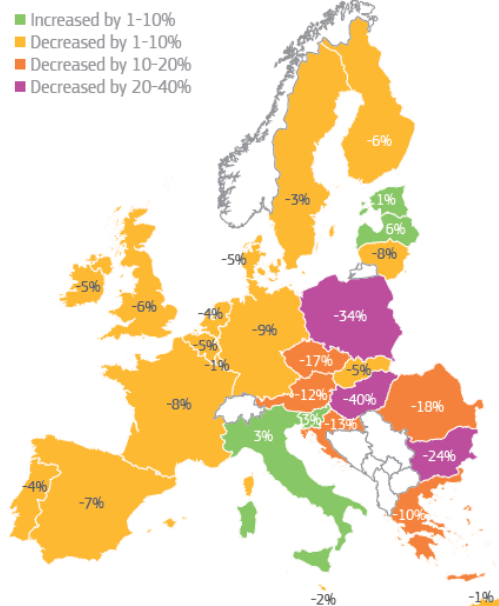
Les signes d'un malaise social, qui s'est installé tant aux États-Unis qu'en Europe, englobent une majorité des démocraties libérales d'aujourd'hui. Ceux-ci illustrent une perte de confiance progressive des citoyens envers leurs élus et leurs institutions, mettant à mal la démocratie.

2.1 Les signes d'une perte de confiance progressive

¹ IDEA. *État de la démocratie dans le monde en 2019 . Faire face aux maux et raviver la promesse*. Strömsborg: IDEA International.2019

Un état des lieux des démocraties en Europe, réalisé par le biais du rapport *Democracy index 2020. In sickness and in health ?*² (2021), révèle qu'en 2018 une très grande majorité des pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de l'Arménie, sont des démocraties dites « hybrides », et que la Biélorussie, la Russie sont des régimes autoritaires. Dans cette partie de l'Europe, on constate un recul de la démocratie caractérisé par l'arrivée au pouvoir de partis populistes. L'index de démocratie libérale ci-dessous, allant de 2008 à 2018, démontre que la tendance générale est à la baisse. Les pays où le recul est le plus fort se situent en Europe de l'Est où un pays comme la Pologne affiche une perte de 34%. Cependant, il faut noter que deux pays, à savoir l'Estonie et la Lettonie, font figure d'exceptions. En effet, ils affichent respectivement une croissance de 1% et 6%. En Europe de l'Ouest, seule l'Italie observe, pour la période 2008-2018, une hausse de 3% de son indicateur démocratique. Les pays scandinaves ne sont pas épargnés et subissent eux aussi des pertes.

Liberal Democracy Index, change per country, 2008-2018



Source: International Institute for Democracy and Electoral Assistance

Note: Index composed of 5 indicators: electoral practice, freedom of expression & media, civil society, rule of law, checks on the executive.

Fig.1 : Liberal Democracy Index, change per country, 2008-2018.

Source: 10 trends shaping democracy in a volatile world

(2019). Page 2. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c2a3e6d5-10ce-11ea-8c1f-01aa75ed71a1/language-en>

Les données relevées ci-dessus traduisent une “vague populiste” qui gagne l'Europe. Celle-ci peut notamment s'expliquer par un sentiment de désabusement de la part des citoyens européens vis-à-vis, notamment des politiques nationales. La mauvaise utilisation des médias sociaux ou encore le fossé socio-économique qui se creuse avec les années sont des facteurs qui tendent à renforcer la perte de confiance, observée tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe (figure 2). Les citoyens ayant pris conscience de ces causes, ils souhaitent reprendre le contrôle des politiques. De plus, la pandémie du Covid-19 a mis en lumière qu'il est possible d'assister à une restriction de la liberté d'expression et de protestation.

2 The Economist Intelligence Unit. *Democracy Index 2020 In sickness and in health?* London: The Economist Group.2021

Figure 4: Change in overall trust in national institutions, EU28, 2007-2016 (percentage point change)

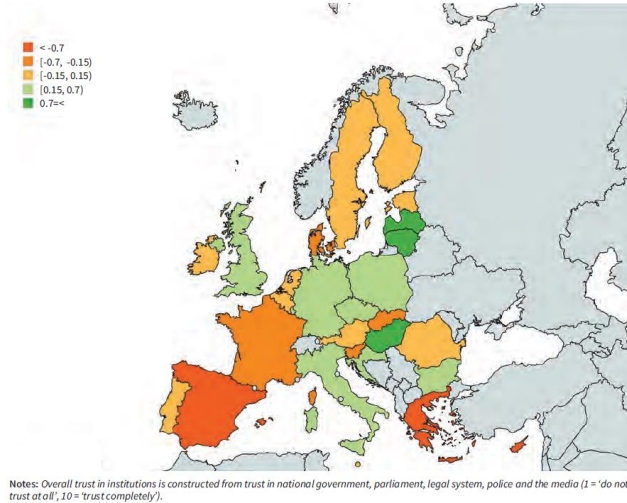
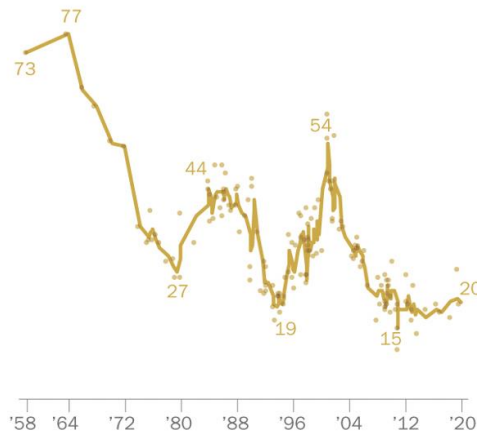


Fig.2 : Changement de la confiance globale dans les institutions nationales, EU28, 2007-2016.
 Source: Eurofound. (2019). *Societal change and trust in institutions*. Page 17.
https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef18036en.pdf

Tout comme en Europe, les citoyens américains manifestent, et ce depuis plusieurs années, le besoin d'un renouveau démocratique. Celui-ci passe, selon eux, par une amélioration du système judiciaire ainsi qu'un renforcement de la participation citoyenne, permettant au plus grand nombre de bénéficier des droits garantis par le concept de démocratie libérale. Un des facteurs marquants de cette crise démocratique est le faible taux de participation aux élections qui vient appuyer l'affaiblissement du pouvoir des citoyens et leur manque de confiance (figure 3).

Public trust in federal government near historic lows for more than a decade

% who say they trust the federal government to do what is right just about always/most of the time



Note: From 1976-2020 the trend line represents a three-survey moving average.
 Source: Survey of U.S. adults conducted July 27-Aug. 2, 2020.
 Trend sources: Pew Research Center's American Trends Panel (2020), Pew Research Center phone surveys (2019 and earlier), National Election Studies, Gallup, ABC/Washington Post, CBS/New York Times, and CNN polls.

PEW RESEARCH CENTER

Fig.3 : Public trust in federal government near historic lows for more than a decade. Source : Pew Research Center. (2020, September 14). *Public trust in federal government near historic lows for more than a decade*. https://www.pewresearch.org/politics/2020/09/14/americans-views-of-government-low-trust-but-some-positive-performance-ratings/pp_09-14-20_views-of-government-00-1/

2.2 Les signes d'une fracture sociale

Les marches pour le climat ont démarré en 2013, réunissant des centaines de personnes qui réclament la prise en compte de l'urgence climatique déclarée par la communauté scientifique, notamment par le GIEC. En 2019, le mouvement prit une nouvelle ampleur lorsque la voix de Greta Thunberg s'éleva dans le monde entier. Cette dernière fait grève de l'école tous les vendredis depuis 2018, réclamant la mise en œuvre d'une vraie politique climatique³. Au fil des semaines, des citoyens du monde entier se sont joints à cette cause. Le 20 septembre 2019, le mouvement prit une telle ampleur que plus de 4 millions de citoyens ont manifesté pacifiquement dans 150 pays pour un avenir plus vert⁴.

Les marches pour le climat illustrent la désillusion des citoyens par rapport à la volonté des politiques de prendre en considération l'avis de la population et des scientifiques. En plus de l'enjeu climatique, ce mouvement souligne l'importance de la place que veut prendre l'opinion citoyenne dans la prise de décision. La portée limitée des objectifs fixés par les gouvernements et l'accélération du réchauffement climatique sont les causes de cette volonté de changement. Certaines tranches de la population, notamment les jeunes, ont le sentiment de ne pas être entendues. À moyen et long termes, cela risque de mener à un profond mal-être social.

Pendant ce temps, en France, l'émergence du mouvement des Gilets jaunes illustre parfaitement la citation «*Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » d'Abraham Lincoln. Ce mouvement protestataire français a vu le jour via les réseaux sociaux en 2018. Le déclencheur fut la hausse du prix des hydrocarbures. Ces contestations prirent, notamment, la forme de blocages illégaux. Le mouvement des Gilets jaunes fut stoppé par la crise du Covid-19 et la mise en œuvre du premier confinement. L'apparition de ce type de mouvement est la manifestation d'un problème complexe qui touche la démocratie libérale. La déception a donné lieu à des affrontements pacifiques, tels que des piquets de grève ou encore des marches, mettant en lumière des dysfonctionnements structurels, tels que la remise en cause de la politique fiscale ou encore un mécontentement face aux injustices socio-économiques.

De l'autre côté de l'océan Atlantique, aux États-Unis, le mouvement #BlackLivesMatter fait rage depuis 2020. La violence policière ciblée et le continuum d'injustices raciales observées mènent à un soulèvement de la population. Les États-Unis sont également touchés par un déclin des libertés civiles, telles que les droits de la communauté LGBTQIA+ ou encore la justice raciale, se traduisant par un recul de la liberté d'expression. Le rapport «*état de la démocratie dans le monde en 2019*» réalise un état des lieux de la démocratie en Amérique du Nord, et même si celle-ci fait partie des bons élèves, il est observé que le score lié aux disparités entre les groupes sociaux est en baisse⁵.

Par-delà l'image véhiculée par les médias, les mouvements sociaux cherchent, tout d'abord, à interpeller les politiques et à trouver des alternatives aux faiblesses démocratiques. Par ce biais, ils aspirent à co-construire une démocratie plus juste et plus proche des citoyens en associant l'ensemble de la société civile et le monde politique. L'objectif principal est, à terme, de gommer la fracture sociale qui s'est aggravée, et ce, notamment à cause de la crise économique de 2008. Cela pourrait se faire par la mise en application de politiques publiques ciblant davantage les classes sociales défavorisées.

3 Scott Neuman et Bill Chappell (September 20, 2019). *Young People Lead Millions To Protest Global Inaction On Climate Change*. <https://www.npr.org/2019/09/20/762629200/mass-protests-in-australia-kick-off-global-climate-strike-ahead-of-u-n-summit?t=1618905921007>

4 Eliza Barclay et Brian Resnick (September 22, 2019). *How big was the global climate strike? 4 million people, activists estimate*. <https://www.vox.com/energy-and-environment/2019/9/20/20876143/climate-strike-2019-september-20-crowd-estimate>

5 Un haut score représentant peu de disparité.

3. Les grandes tendances questionnant la gouvernance démocratique

Les signes d'une fracture sociale traduite par des réclamations pour de meilleurs services et politiques publics et une diminution de la perte de confiance des citoyens questionnent le fonctionnement de la démocratie. Cette section décrit les grandes tendances qui influencent la gouvernance, tout en les reliant étroitement aux problématiques développées ci-dessus.

3.1 Rapport entre le politique et le citoyen : vers une société participative ?

La crise économique de 2008 a secoué la confiance des citoyens en leurs institutions. Tandis que la gestion de la crise a posé question, certaines tendances - notamment l'augmentation des inégalités sociales - ont été exacerbées⁶. Comme mentionné ci-dessus, l'apparition de grands mouvements sociaux tels que #StrikeforClimate, #MeToo ou encore #BlackLivesMatter démontrent un malaise citoyen envers les politiques, dans lesquelles celui-ci manque de confiance et/ou ne se sent pas écouté. Ces éléments tendent à montrer que des populations de toutes tranches sociales souhaitent remettre le citoyen au cœur du débat politique.

La confiance de la population en ses institutions est une des préconditions pour une gouvernance efficace. En effet, elle permet une plus grande adhésion aux politiques et une mise en vigueur plus efficace. En plus de bénéficier d'une gouvernance efficace, cette cohésion est essentielle lorsque le politique veut mettre en œuvre des mesures ayant un haut coût à court terme, mais d'énormes bénéfices à long terme. Un exemple de telles mesures sont les politiques relatives à l'objectif d'une société zéro carbone en 2050 dans l'Union européenne, qui nécessitent un grand investissement aujourd'hui de la part de la population (i.e., taxes sur les émissions CO₂, augmentation du prix de l'énergie, changements d'habitudes de consommation et de production) afin de diminuer les émissions CO₂ pour éviter des catastrophes environnementales dans les prochaines décennies.

Les résultats de recherche de Eurofound⁷ montrent que la performance macroéconomique, l'intégrité institutionnelle⁸, l'offre et l'accessibilité aux services publics, l'exclusion sociale et la participation ainsi que l'engagement citoyen dans les politiques sont des facteurs clés qui influencent la confiance des citoyens dans leurs institutions gouvernementales. Ainsi, solidifier ces maillons faibles pourrait permettre de rétablir la confiance des citoyens envers leurs élus et leurs institutions, et contribuer à la légitimité de ceux-ci.

Afin de rétablir la confiance et d'impliquer le citoyen dans le processus démocratique, de nombreuses initiatives ont été prises à travers le monde, telles que les débats citoyens, les budgets participatifs, la participation institutionnalisée, etc.

L'Union européenne insiste depuis longtemps sur la plus-value d'engager le citoyen dans le débat politique, et ce, notamment sur les enjeux liés au développement durable : *“Le développement durable peut ainsi devenir une manière de revitaliser le processus démocratique en impliquant les citoyens dans les décisions qui touchent leur vie quotidienne et en lançant un réel débat sur les priorités de notre société”*⁹. Dans les vingt années qui ont

6 Eurofound. (2019). *Societal change and trust in institutions*. Page 3..

https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef18036en.pdf

7 Eurofound. (2019). *Societal change and trust in institutions*. Page 4.

https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef18036en.pdf

8 L'intégrité institutionnelle est ici caractérisée par un bas niveau de perception de la corruption.

9 Commission des Communautés européennes, 2001b, Document consultatif en vue de la préparation d'une stratégie de l'Union européenne pour un développement durable, Document de travail des services de la Commission, Bruxelles, le 27.3, SEC,2001, 517.

suivi cette déclaration, les initiatives participatives en Europe et au-delà de ses frontières se sont multipliées. Par exemple, à Barcelone, un principe de consultation permanente de la population en vue de co-construire certaines politiques publiques est expérimenté¹⁰. C'est aussi le cas de *La convention citoyenne pour le climat*, décidée par le Président français Emmanuel Macron et qui réunit 150 personnes tirées au sort¹¹.

3.2 Vers une industrie de la communication 4.0 ?

Ces dernières années, l'implication du citoyen dans le processus démocratique et l'établissement d'un dialogue entre État et citoyens ont commencé à changer de forme. Aux États-Unis, les citoyens utilisent davantage les médias numériques que les médias traditionnels depuis 2017, et cet écart continue de s'élargir¹², alors que, dans de nombreux pays (France, Italie, Espagne, etc.)¹³, l'utilisation des réseaux sociaux comme source d'information est désormais plus fréquente que l'utilisation des journaux imprimés ou numériques. La montée des *fake news* dans le paysage médiatique est l'une des conséquences de l'utilisation accrue des réseaux sociaux en tant que source d'information.

L'ascension des informations trompeuses dans le paysage médiatique, et ce principalement sur les plateformes de réseaux sociaux, est un nouveau défi rencontré dans cette nouvelle ère de l'information. Selon Chris Vargas, Lei Guo et Michelle Amazeen (2018), les médias américains n'étaient pas dominés par les *fake news* en 2014-2016, mais celles-ci étaient tout de même présentes dans certains médias partisans, tel que Fox news, et avaient le pouvoir d'influencer l'agenda politique sur de nombreuses thématiques, comme par exemple l'éducation, l'économie ou encore l'environnement¹⁴. Les politiques ont utilisé à leur tour ce nouvel environnement médiatique, généralement extrémiste, pour s'engager dans de l'extrémisme stratégique et maximiser leurs chances aux élections¹⁵, ce qui fut le cas pour Ted Cruz ou encore Donald J. Trump¹⁶. De plus, les réseaux sociaux ont tendance à amplifier le partage de *fake news* et d'augmenter leur légitimité aux yeux des utilisateurs, qui voient leurs "amis" partager ce contenu. Ces phénomènes peuvent mener une tranche de la population à répondre à des stimuli émotionnels plutôt que rationnels, orientant ainsi leurs préférences vers des politiques plus extrêmes, tout en menant à la polarisation médiatique et politique, et par là l'affaiblissement du processus démocratique et de la gouvernance.

Additionnellement, le choix des algorithmes peut mener à des biais de sélection d'information pour les utilisateurs des réseaux sociaux et des moteurs de recherche, par exemple en utilisant un système de recommandations, de la publicité ciblée ou encore un classement de

10 Claire Legros. (2017). *Les villes sont devenues les lieux de l'innovation publique*. Le Monde https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2017/03/30/democratie-participative-les-villes-sont-devenues-les-lieux-de-l-innovation-politique_5103329_4811534.html

11 Olivier Bodart et Denis Stokink. (2019). *Démocratie participative : enjeux et perspectives*. Pour la solidarité. https://www.pourlasolidarite.eu/sites/default/files/publications/files/nda-2020-democratie_participative_-_enjeux_et_perspectives.pdf

12 Statistica. (2021). *Time spent per day with digital versus traditional media in the United States from 2011 to 2022*. <https://www.statista.com/statistics/565628/time-spent-digital-traditional-media-usa/>

13 European political strategy center. (2019). *10 trends shaping democracy in a volatile world*. European Commission, page 12.

14 Chris Vargo, Lei Guo et Michelle Amazeen. (2017). *The agenda-setting power of fake news: A big data analysis of the online media landscape from 2014 to 2016*. Sage journals volume 20, issue 5, pp. 2028-2049.

15 Stephan Lewandowski et al. (2020). *Technology and democracy*. Publications Office of the European Union, Luxembourg, p.57. doi:10.2760/709177

16 Même si la logique suggère que les politiques maximisent leurs chances de gagner les élections en se situant au milieu du spectre électoral, l'extrémisme est récompensé lorsqu'un politique gagne plus à dynamiser ses propres partisans et à gagner des partisans en marge qu'il ne perd en aliénant les votes médians. Le système de recommandations des moteurs de recherche ou de plateformes telles que Youtube contribue à la radicalisation des électeurs en guidant leurs utilisateurs vers du contenu de plus en plus extrême. Stephan Lewandowski et al. (2020). P.57 et p.82

préférences algorithmique¹⁷. Selon Robert Epstein et Ronald Robertson (2015)¹⁸, cette utilisation des technologies peut mener à des changements de perception pour les utilisateurs et influencer leurs croyances et leurs choix, dont des préférences politiques. Ainsi, les biais algorithmiques peuvent renforcer le phénomène des *fake news* en orientant les utilisateurs vers du contenu plus extrême et parfois trompeur.

Les outils numériques de communication, malgré les nombreux défis qu'ils apportent, peuvent également renforcer la participation citoyenne au débat politique grâce à une diminution des coûts de communication et à leur grande accessibilité. C'est ainsi qu'a vu le jour le "online activism" et la montée d'une série de mouvements sociaux, tels que le célèbre #MeToo ou encore #BlackLivesMatter. Grâce à ces outils, les barrières politiques tombent pour toute une partie de la population. De plus, l'essor des réseaux sociaux pourrait permettre de renouer des liens entre citoyens et élus et de multiplier les débats de manière pluraliste et ouverte. Un exemple d'utilisation du numérique, qui a pour but d'engager les citoyens dans les délibérations politiques, est la mise en place d'une consultation citoyenne par la Commission européenne. Grâce à cette plateforme, les citoyens ont l'opportunité de commenter des propositions de législation électroniquement, ce qui mène à plus d'implication de la part des citoyens et contribue à un débat politique ouvert¹⁹.

3.3 Vers une nouvelle agilité pour la gouvernance publique ?

L'hyperconnectivité et les nouvelles formes de communication induisent des changements comportementaux des individus et des firmes. Le réseautage se fait de plus en plus indépendamment de la localisation des individus, le partage et l'accès à l'information se sont intensifiés, et les citoyens utilisent de nouveaux outils pour s'exprimer et pour s'impliquer dans le débat politique. L'impact de la numérisation ne s'arrête toutefois pas là et s'étend aussi aux administrations publiques.

L'initiative *e-government* de la Commission européenne en est une bonne illustration. Cette stratégie vise à encourager l'adoption de solutions technologiques dans les administrations publiques afin d'améliorer les services aux citoyens. Les plateformes de partenariats publics-privés, les systèmes électroniques de sécurité sociale ou encore les procédures électroniques aux douanes en sont des exemples concrets et déjà visibles²⁰. Ces innovations pourraient être couplées à l'utilisation du big data et de l'intelligence artificielle dans une logique d'amélioration des services. Ces données et ces algorithmes sont, aujourd'hui, en majorité détenus par le secteur privé, inquiétant un nombre croissant de citoyens (figure 4). Des régulations strictes seraient nécessaires pour limiter l'utilisation des données à des fins non démocratiques, pour le secteur privé comme pour les États. En effet, comme le montre l'exemple de la Chine, qui détient un monopole sur les données de ses citoyens, il est possible d'utiliser ces outils à des fins autocratiques en utilisant des technologies de surveillance accrue.

17 Stephan Lewandowski et al. (2020). *Technology and democracy*. Publications Office of the European Union, Luxembourg, pp.45-53. doi:10.2760/709177

18 Robert Epstein et Ronald E. Robertson (2015). *The search engine manipulation effect (SEME) and its possible impact on the outcomes of elections*. National Academy of Sciences. Doi: <https://doi.org/10.1073/pnas.1419828112>

19 Stephan Lewandowski et al. (2020). *Technology and democracy*. Publications Office of the European Union, Luxembourg, pp.77-78/. doi:10.2760/709177

20 European Commission. (s.d.) *e-government*. https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/egovernment_en

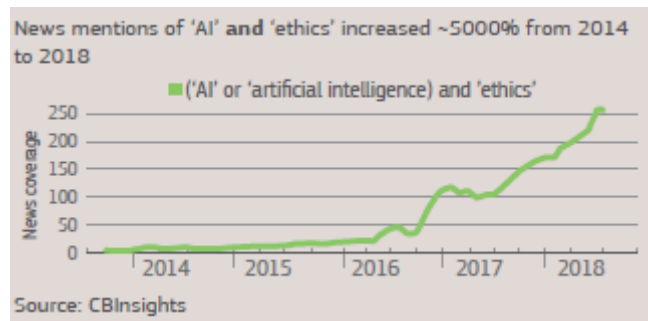


Fig. 4 : L'éthique de l'intelligence artificielle: les citoyens sont inquiets par l'utilisation de leurs données.
 Source: European political strategy center. (2019). *10 trends shaping democracy in a volatile world*. European Commission, page 16.

Afin de répondre à ce risque d'utilisation abusive des données, certaines institutions préconisent le principe d'*open government* qui repose sur trois piliers à savoir, le libre accès aux données, le libre accès aux services et un processus ouvert. Ceux-ci ont pour objectif une plus grande transparence, la responsabilisation et un engagement plus accentué ²¹du citoyen . Un exemple d'initiative est l'*Open Government Partnership* qui promeut ces principes dans 78 pays ²². La Lituanie, qui est intégrée dans ce partenariat, a fait de nombreuses avancées en la matière : en 2020, elle a mis en place un portail d'open data où les acteurs privés et publics peuvent ajouter des bases de données ouvertes à tous ²³.

Si ces innovations sont mises en œuvre de manière efficace, efficiente et inclusive tout en respectant le respect à la vie privée, elles pourraient permettre un renforcement des démocraties libérales. Ceci se ferait grâce à une amélioration des services aux citoyens et à la participation inclusive de ceux-ci, tout en évitant une utilisation abusive des données permise par un principe de contrôle et de balance. La légitimité des administrations publiques serait ainsi accrue et la confiance renforcée.

4. Stratégies et scénarios

Un certain nombre de stratégies et scénarios de prospective ont été rédigés permettant ainsi d'établir des futurs possibles pour la démocratie libérale. Un des rapports qui retient l'attention est celui de la Commission européenne intitulé "*The Future of Government 2030+*" ²⁴ avançant quatre scénarios sur l'avenir de la gouvernance, et auxquels l'Institut Destrée a participé : la *DIY Democracy*, la *Private Algocracy*, le *Super Collaborative Government* et l'*Over-Regulatrocracy*. L'apport d'autres rapports permet d'étoffer ces simulations et de venir éclairer l'avenir de nos démocraties. L'état des lieux réalisé au préalable permet également de venir éclairer l'ensemble de ces propositions.

Le premier scénario intitulé "*DIY Democracy*" est axé sur la perte de moyens de l'État et sur le pouvoir exercé par les lobbyistes et les grandes entreprises dans le processus de prise de décision. Il est également mis en évidence une plus grande présence des scandales liés à la corruption , ce qui aurait tendance à limiter la confiance des citoyens envers leurs élus. En revanche, dans cette situation, il est constaté que le citoyen prend son rôle à cœur, mais sa sphère d'influence est limitée à un niveau local et dans le meilleur des cas à un niveau régional. L'interaction citoyen/gouvernement passe, notamment, par des plateformes d'échanges. Ainsi, la place du citoyen au cœur du débat politique resterait limitée, les

21 Vesnic-Alujevic et al. (2019). *The Future of government 2030+*. Luxembourg, Publications office of the European Union, p.17.
 22 Open Government Partnership (2021), *Members*. <https://www.opengovpartnership.org/our-members/>
 23 <https://joinup.ec.europa.eu/collection/open-source-observatory-osor/news/lithuanian-open-data-portal>
 24 *ibidem*.

inégalités salariales se creuseraient, et l'offre de services publics serait diminuée par rapport à aujourd'hui (voir figure 5).

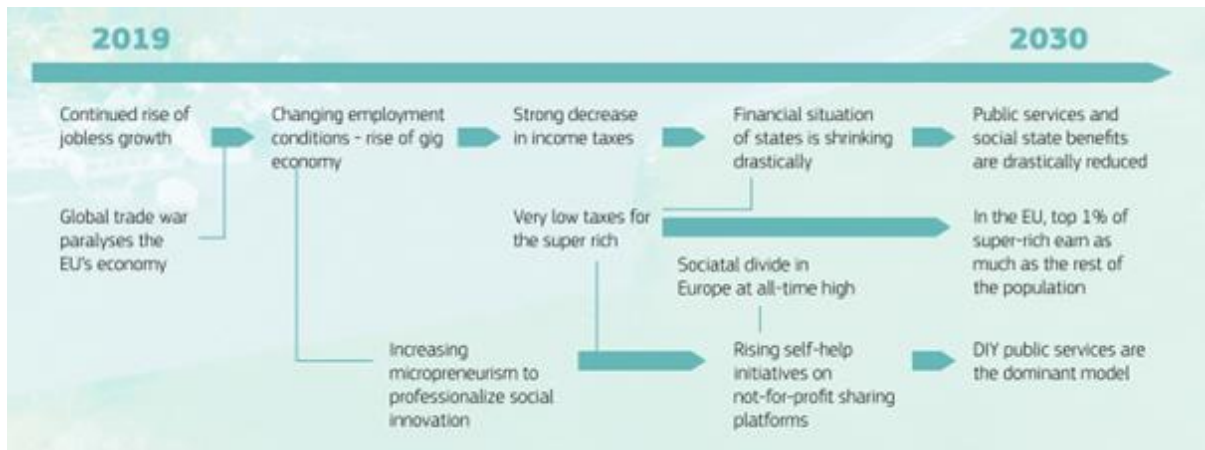


Fig. 5: DIY Democracy. Source : Vesnic-Alujevic et al. (2019). *The Future of government 2030+*. Luxembourg, Publications office of the European Union, page 36

Le second scénario nommé “*Private Algocracy*” présente un script dans lequel les géants du numérique voient leur pouvoir accroître et où l'on observe un recul de démocratie, et ce, notamment, par le biais d'une baisse du rôle des institutions. La prise de décision est numérisée et le traitement des informations est réalisé par l'Intelligence artificielle (IA) et les robots. L'État est chargé, en partenariat avec les entreprises, de collecter les données. La Chine a un pouvoir économique et politique mondial réduisant ainsi le rôle de l'UE. Le citoyen, quant à lui, est perçu comme un simple utilisateur et son choix est influencé par une application (figure 6).

Ce scénario met en exergue une plus grande capacité de l'État à pourvoir aux besoins des citoyens grâce à une gestion plus efficace des services publics. Toutefois, cette gestion soulève des questionnements quant à la liberté individuelle, au droit à la vie privée, et à la place du citoyen dans le débat politique et dans la prise de décision.

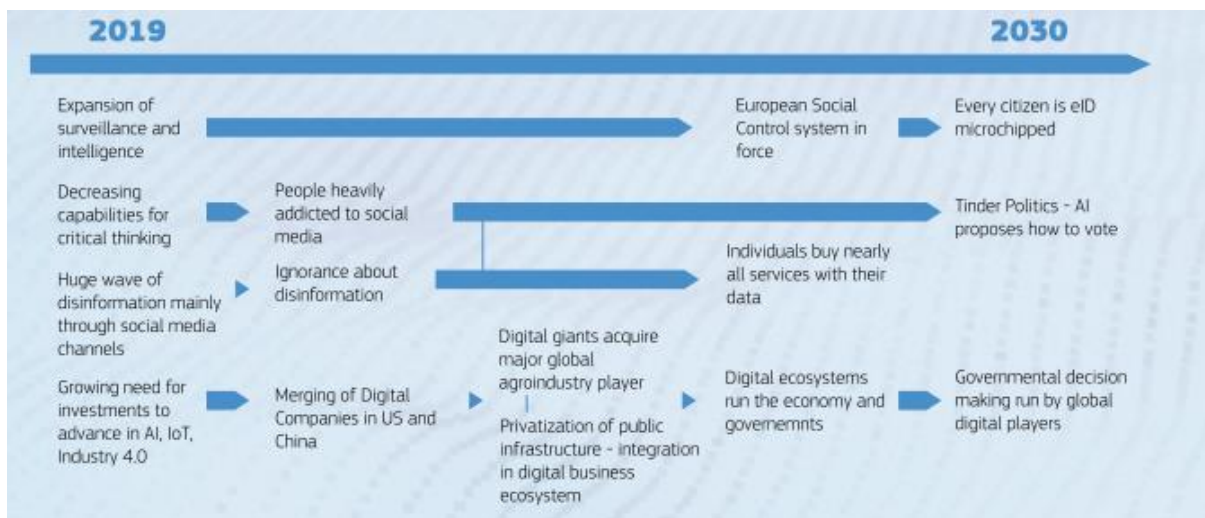


Fig. 6 :Private Algocracy. Source : Vesnic-Alujevic et al. (2019). *The Future of government 2030+*. Luxembourg, Publications office of the European Union, page 42

La troisième possibilité s'intitule “*Over-Regulatrocracy*” et se démarque par une forte régulation axée sur la protection des citoyens. L'IA et les robots sont mis à contribution, car la surproduction de lois engendre également une hausse de leur analyse. L'engagement des

citoyens est faible et la participation électorale l'est aussi. Le sentiment général est négatif, car les citoyens sont confrontés à la complexité des procédures administratives engendrées par l'hypercontrôle de l'État (figure 7).

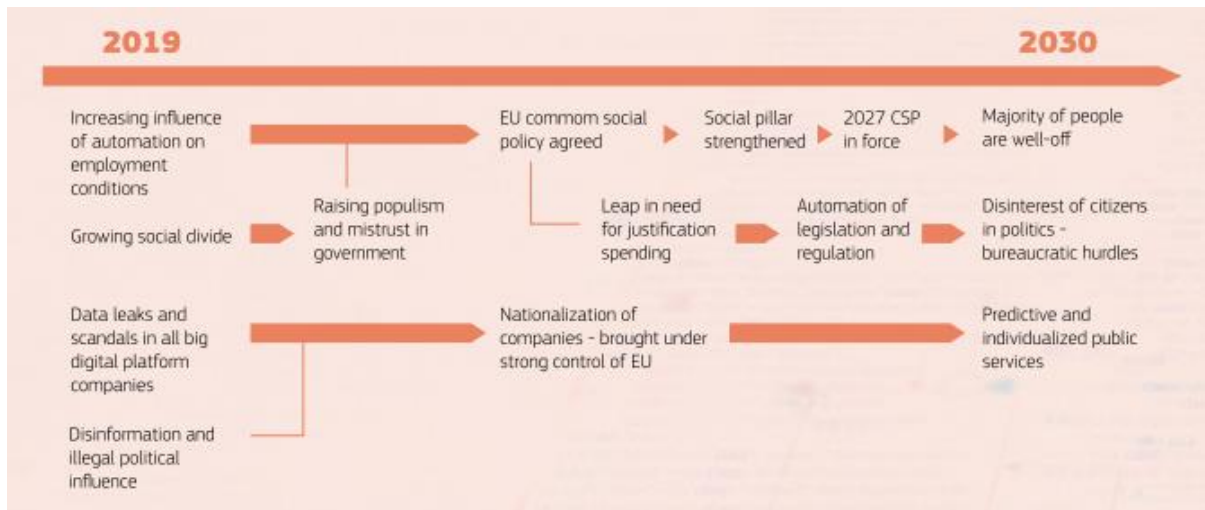


Fig. 7 : Over-Regulatrocracy. Source : Vesnic-Alujevic et al. (2019). *The Future of government 2030+*. Luxembourg, Publications office of the European Union, page 54

Le dernier scénario proposé s'appelle "*Super Collaborative Government*" et est tourné vers une inclusion croissance des citoyens dans la prise de décision ainsi que vers une protection des données privées. L'intégration du numérique par le gouvernement optimise l'analyse des problèmes sociétaux et permet ainsi de fournir des solutions concrètes aux citoyens. Une possibilité d'adaptation à différents niveaux, à savoir local et régional, illustre parfaitement le respect des intérêts des citoyens (figure 8).



Fig. 8 : Super Collaborative Government. Source : Vesnic-Alujevic et al. (2019). *The Future of government 2030+*. Luxembourg, Publications office of the European Union, page 48

Le rapport de PWC²⁵ (2013) "*Future of governments 2035*" complète ce scénario le plus idéal en spécifiant que *l'organisme public* devra agir comme un *organisme vivant*, en s'adaptant aux changements et en évoluant pour répondre aux besoins de la société. Le gouvernement de demain sera caractérisé par son agilité, son innovation, sa connectivité et sa transparence.

25 PWC (2013), *Future of Government*. https://www.pwc.com/gx/en/psrc/publications/assets/pwc_future_of_government_pdf.pdf

Le rapport de Deloitte (2020) "*Creating the government of the future*²⁶" va également dans ce sens en démontrant que l'insertion des technologies permet aux gouvernements de gagner du temps dans l'exécution, mais également dans la prise de décision. En outre, les menaces liées à la cybersécurité sont croissantes engendrant de nouveaux défis pour les États. Cependant, il est noté qu'une synergie entre les différents types de technologies est essentielle afin que l'efficacité escomptée soit obtenue.

Ce scénario se rapproche le plus du processus d'*open government*, dans lequel la gouvernance serait orientée vers le citoyen, tout en s'appuyant sur des outils et des politiques innovantes. Pour atteindre cette nouvelle forme de gouvernance, des précautions (safeguards) seraient toutefois à prendre : on y retrouve des questions éthiques liées à la liberté individuelle et au respect à la vie privée, ainsi que la promotion de la transparence et de l'interactivité en soutien à la démocratie.

L'ensemble de ces scénarios illustre que des éléments tels que les technologies, les institutions publiques, l'avis des citoyens ou encore le processus de décision doivent être pris en considération afin de créer une démocratie libérale telle que définie dans sa vision originelle. Les failles relevées dans le diagnostic démontrent que si les gouvernements ne prennent pas la décision de réviser leur copie, certaines des alternatives présentées ci-dessus pourront voir le jour. Les événements actuels sont le terreau dans lequel les tendances proposées pourraient prendre racine.

5. Conclusion

Entre revendications citoyennes et révolutions de l'intelligence et de la communication, la gouvernance se trouvera bientôt à la croisée des chemins. D'une part, les innovations technologiques et administratives pourraient permettre un renouveau de l'engagement citoyen, grâce entre autres à l'utilisation d'outils de communication plus efficaces et à de nouveaux outils participatifs. D'autre part, la montée de l'influence des entreprises sur les citoyens et l'État pourraient mettre en danger la démocratie.

Comme le rappelait l'historien Timothy Snyder, professeur à Yale, *s'il n'y a pas de vérité, il ne peut y avoir de confiance et rien de nouveau n'apparaît dans un vide humain*²⁷. Ainsi, il semble aujourd'hui essentiel de mettre en place des safeguards contre l'influence potentiellement néfaste de certaines pratiques et de mettre en place des outils solides pour encapaciter ("empower") les citoyen-ne-s et les élu-e-s, et renouveler la confiance. De plus, ce nouvel environnement technologique et institutionnel est une occasion pour le secteur public de repenser son rôle et de faire preuve d'un esprit innovant pour améliorer les services aux citoyens, promouvoir l'inclusivité, et réduire les inégalités sociales, tout en anticipant les risques liés à l'intelligence artificielle et aux questions éthiques qu'elle suscite.

26 Deloitte Insights (2020), *Creating the government of the future*. <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/public-sector/government-of-the-future-evolution-change.html>

27 *If there is no truth, there can be no trust, and nothing new appears in a human vacuum*. Timothy SNYDER, *The Road to Unfreedom, Russia, Europe, America*, p. 279, New York, Tim Duggan, 2018.